

Interview

OBJECTIF DU PALIPEHUTU : FORCER LE POUVOIR FRODEBU À ALLER À ARUSHA

La Semaine : Pourquoi votre parti veut seulement libérer les Hutu alors qu'il y a d'autres burundais qui pourraient avoir besoin de votre secours, si secours il s'agit ?

Le Chef d'Etat-Major : Là je vais répondre par une comparaison : il y a l'A.N.C. en Afrique du Sud mais dans l'African National Congress, on trouve aussi des blancs, ce sont des membres ils ont aussi des cartes. Le PALIPEHUTU accepte aussi qu'il doit parler pour le peuple opprimé, même les tutsi.

La Semaine : Oui, mais les attaques du PALIPEHUTU sont dirigées contre des civils tutsi, souvent pauvres ?

Chef d'Etat-Major : Il y a souvent des débordements. Le problème du Burundi est d'ordre ethnique. Même en 1972, ce n'est pas seulement des hutu qui sont morts, il y a aussi des tutsi qui sont morts. Pendant les troubles, il y a des règlements de compte entre les voisins et cela se comprend...

La Semaine : Ca veut dire que vous n'avez jamais appelé les hutu à tuer des tutsi ?

Chef d'Etat-Major : Quand on attaque avec nos militaires, on ne vise pas des tutsi. On cherche les militaires...

La Semaine : A travers vos tracts, vous appelez quand même les hutu à massacrer les tutsi avec des machettes ?

Chef d'Etat-Major : Cela a poussé la branche armée à limoger la direction politique. Nous avons refusé ces appels à la violence contre les civils alors que nous cherchons les militaires, ce qui nous a poussé à chasser ces irresponsables. Comment est-ce qu'on peut s'attaquer aux blindés avec des machettes ?

La Semaine : Monsieur le Chef d'Etat-Major, pourquoi insistez-vous sur votre intégration dans l'armée burundaise ?

Le Chef d'Etat-Major : Est-ce que nous n'avons pas ce droit ? Je ne comprends pas pourquoi on nous prête des intentions. Nous demandons

à être associés dans la protection de notre territoire.

La Semaine : Mais il y a des lois pour entrer dans l'armée, pourquoi vous ne voulez pas respecter ces lois ?

Chef d'Etat-Major : Nous sommes déjà une armée bien organisée. S'ils acceptent de négocier avec nous, nous avons à dire sur ces lois. Et s'ils veulent nous pousser à l'extrême, ils seront obligés de nous écouter par force. Je donne l'exemple du Rwanda. Tous les problèmes qui se posent ici sont les mêmes que ceux qui se posent pour nous. Si l'armée du F.P.R. doit être associée à l'armée nationale rwandaise, pourquoi on nous refuse cette

Suite en page 12

Scénario pour le futur

LES ATOUTS ET LES LIMITES DE KOSSAN KABURA

Hier considéré et traité comme un analphabète, dans certains cercles restreints de milieux burundais résidant au Rwanda – qui ne fait que se répandre en menaces et rododromotades, Kossan kabura revient en force sur la scène politique burundaise.

La mort de Ndadaye est venue mettre l'eau au moulin pour un homme qui était presque fini sur le plan militaire et politique.

Cette marginalisation progressive du chef militaire était accentuée par l'audience de Karatasi chez une femme militante du PALIPEHUTU. Il cherchait progressivement à troquer la machette et la Kalashnikov

contre le bulletin de vote et donner ainsi au PALIPEHUTU une autre dimension (lire la semaine N°10).

La séduction exercée par Ndadaye

Une autre raison qui prêtait pour l'effritement de l'audience du "terrible Kossan" se trouvait dans la séduction exercée par Ndadaye sur les cerveaux du PALIPEHUTU prêts à le servir volontiers dans les rangs du FRODEBU.

Le pouvoir FRODEBU légalement investi lui avait déjà coupé l'herbe sous les pieds. On n'attendait pas que sa fuite en avant surtout que la future application des accords d'Arusha allait le couper de son

vivier composé d'extrémistes rwandais et de l'aile dure de la mafia politico-militaire de l'autre côté de l'Akanyaru.

De jeunes burundais séduits par un langage tribaliste

Cette fois, il monte au créneau pour affirmer qu'il avait toujours été le "pacifique" de la cohabitation "pacifique" des différentes composantes ethniques. Et l'histoire vient lui donner raison sur la "perfidie des batutsi".

Le drame, c'est que de plus en plus de jeunes burundais sont séduits par ce langage. L'imbroglie politique dans lequel s'enfoncent le pays les pousse à rejoindre par cer-

tains les camps d'entraînements du PALIPEHUTU sur tout au Rwanda (Cyangugu) mais aussi au Zaïre et en Tanzanie (on parle déjà du départ de 5000 élèves). Et la conséquence de toute cette situation serait que certains Batutsi apeurés par ces départs en masse demanderaient – eux aussi – à être armés pour parer à toute tragédie éventuelle.

Si les différents acteurs du conflit et au premier rang le gouvernement FRODEBU et les militaires ne trouvent pas un modus vivendi, on risque de réécrire la chronique d'une catastrophe longtempore annoncée.

F. Murara

Interview

OBJECTIF DU PALIPEHUTU : FORCER LE POUVOIR FRODEBU À ALLER À ARUSHA

Suite de la page 7

intégration chez nous, alors que nous avons des problèmes semblables.

La semaine : Quelle peut être la cause du PALIPEHUTU, aujourd'hui au regard des changements intervenus au Burundi ?

Le Chef d'Etat-Major : Nous n'avons jamais exigé qu'il y ait un Président hutu au Burundi. Il peut être tutsi, twa ou hutu, cela nous importe peu. Si Ndadaye est hutu, cela ne nous dit rien, aussi longtemps qu'il n'aura pas réalisé ce que nous avons toujours demandé : la justice pour tous.

La Semaine : Oui, mais Ndadaye veut bâtir un Etat de droit ?

Le Chef d'Etat-Major : En paroles oui. Mais on ne voit pas. C'est de la démagogie.

La Semaine : Quels sont les moyens de votre armée ?

Le Chef d'Etat-Major : Ca, c'est notre secret.

La semaine : Quelle est votre force de frappe ?

Le Chef d'Etat-Major : Notre force, c'est notre idéologie, notre vérité. Et nos combattants ils se trouvent au Burundi. Ils ne sont pas à l'étranger.

La semaine : Une armée organisée, suppose des moyens de communication, des entraînements... Est-ce que vous avez tout ça ?

Le Chef d'Etat-Major : Je vous dis que notre armée est organisée depuis la base jusqu'au sommet. Comment fonctionne les communications, les terrains d'entraînements, tout ça, on est dans la clandestinité, donc il y a des

secrets que je ne peux pas livrer.

La Semaine : On sait très bien que vous vous entraînez dans la forêt de Nyungwe ?

Le Chef d'Etat-Major : Cela n'engage que celui qui l'a dit. Moi, je n'ai rien à dire là-dessus mais je sais qu'il s'agit d'une rumeur.

La Semaine : Ca veut dire que vous êtes une armée qui ne fait pas d'entraînements.

Le Chef d'Etat-Major : Et vous croyez que je peux vous dire où se trouvent nos terrains d'entraînement ? C'est impossible.

La Semaine : Vous êtes au Rwanda, qui finance votre armée, le Rwanda ou ... ?

Le Chef d'Etat-Major : C'est aussi un secret. J'espère que vous êtes d'accord que notre bureau politique n'avait pas de fonds propres, je veux dire que les membres du bureau politique ne touchaient pas dans leur poche pour financer notre lutte. Le financement c'est quelque chose qu'on cherche soit par les cotisations, les contributions. Tu peux même toi aussi contribuer pour quoi pas, on en vit et on travaille.

La Semaine : Sans doute, vous bénéficiez d'un concours de puissances occidentales. Puisque ici en Afrique, les guerres sont financées par ces puissances. Quelles sont les puissances qui vous aident, qui ont des intérêts certains pour que le PALIPEHUTU soit au pouvoir par les élections ou par une victoire militaire ?

Le Chef d'Etat-Major : Il n'y a aucune raison à ce que je réponde à cette question.

Sachez seulement que les amis, le soutien, ça se cherche, et ça s'obtient. C'est tout. Nous avons des membres des gens qui nous soutiennent et qui contribuent de façon satisfaisante. Nul besoin de les mettre sur la liste.

La Semaine : D'après une enquête menée, vos soutiens seraient de trois ordres : le burundais de l'intérieur qui dans le contexte actuel ne sont plus sûrs de l'efficacité de votre démarche, la diaspora burundaise qui contribuait financièrement au PALIPEHUTU et qui aujourd'hui est entraîné de rentrer, c'est également une source de financement qui vous fera défaut ; et enfin certains milieux belges, français et italiens qui ne sont pas insensibles à l'évolution politique en cours dans notre pays et qui ne tardera pas à vous laisser tomber. Est-ce que la visite de Kossan Kabura en Occident, n'est pas une offensive diplomatique de charme ?

Le Chef d'Etat-Major : Je ne peux rien dire là-dessus. Cette enquête ne nous engage en rien.

La Semaine : Est-ce que la présence d'un hutu au pouvoir ne semble pas compromettre l'avenir politique de votre parti auprès de vos bailleurs occidentaux ?

Le Chef d'Etat-Major : Je vous ai dit que les amis ou les alliés ça se cherche. Si parmi nous il y a eu des traîtres, ils ont déçu nos amis. Ces derniers restent malgré tout fidèles à notre cause, ce n'est pas la défection des uns qui détournera nos amis de notre cause politique. On exige

qu'il y ait un multipartisme intégral, on ne comprend pas cette peur, cette inquiétude de reconnaître le PALIPEHUTU. Pourquoi ont-ils (les dirigeants burundais) peur ? De toute façon, puisqu'ils prèchent l'unité, les burundais qui y croient n'adhéreront jamais au PALIPEHUTU qu'on taxe de divisionniste. Nous en appelons à ce que la rivalité politique permette à tout le monde de s'exprimer. Le peuple décidera pour qui voter. Ce n'est pas l'appelation qui gagnera. C'est l'idéologie, le programme politique.

La Semaine : L'idéologie de la division. Vous tablez vraiment sur ça ?

Le Chef d'Etat-Major : Nos détracteurs disent que notre idéologie prêche la division. Nous luttons d'abord pour la justice sociale, l'état de droit. La paix suivra et par là, le développement pour tout le monde... C'est quelle justice celle qui ne peut apporter des solutions aux problèmes fonciers... Loïn de nous l'idée d'aller verser le sang de nos frères. Il ne suffit pas de se croire libérateur parce qu'on est au pouvoir. Il faut aussi que l'économie suive. Pouvez-vous me citer au moins 5 importateurs hutus ?

La Semaine : Il y en a, et même beaucoup.

Le Chef d'Etat-Major : C'est d'autant mieux, je vois qu'on évolue. Pas plus tard que récemment Ndadaye dans l'opposition se faisait traiter de divisionniste. Aujourd'hui au pouvoir, il oublie que nous défendions la même cause.

Suite en page 16

OBJECTIF DU PALIPEHUTU : FORCER LE POUVOIR FRODEBU À ALLER À ARUSHA

Suite de la page 12

Il ose dire que le PALIPEHUTU n'a plus de raison d'être, pourtant c'est un parti qui a mûri, grandi, qui a ses membres. Pourquoi ne pas permettre à notre parti de venir militer, lutter dans le contexte démocratique pour qu'il gagne ou qu'il perde. Pourquoi lui aussi dans son programme, la justice était beaucoup mise en exergue, si non la pierre angulaire de sa politique.

La Semaine : Ndadaye im-primait des inquiétudes sur le fait qu'il voulait changer la structure de l'armée que l'on qualifie de mono-ethnique. Est-ce que le PALIPEHUTU au pouvoir, aura le courage de changer cette structure ?

Le Chef d'Etat-Major : Nous prônons l'égalité et la justice pour tous, et en tout.

La Semaine : Si jamais Kossan était élu à la présidence, aurait-il les moyens d'exiger l'intégration de ses combattants dans l'armée burundaise, c'est cela quand même l'essentiel de vos revendications ?

Le Chef d'Etat-Major : C'est ça que nous refusons d'entendre. L'armée burundaise doit être une armée nationale.

La Semaine : Puisque Ndadaye dans l'opposition n'avait que ce mot à la bouche, changer la structure de l'armée. Aujourd'hui au pouvoir, il n'a pas réalisé ses promesses. Est-ce que vous le pourriez, vous, une fois au pouvoir ?

Le Chef d'Etat-Major : Si Ndadaye a échoué, c'est je crois, parce qu'il n'en avait

pas les moyens. Nous avons une force qui est organisée. Ca serait se tromper que de dire que cette force disparaîtra. Tant qu'elle existera, cette force aidera Kossan pour que, elle aussi, soit intégrée dans l'armée nationale. Si Ndadaye ne l'a pas pu, c'est parce qu'il en est dépourvu. Peut-être que c'est le cadet de ses soucis. Après tout, nous croyons aux vertus de la concertation et du consensus qui sont des issues rêvées pour toutes les questions. S'il faut prendre Ndadaye au mot, sur ce qu'il a promis et son échec à le réaliser, nous avons donc raison d'exister en tant que parti qui ne trahit pas ses objectifs et de nous faire entendre par tous les moyens.

La Semaine : Si vous estimez que le PALIPEHUTU reste une formation politique dans le pays, Ndadaye a donc bénéficié de votre concours. N'y aurait-il pas un contrat que vous auriez signé entre vous ?

Le Chef d'Etat-Major : J'espère que ceux qui ont signé un tel contrat sont ceux qui lui ont accepté d'aider. Nous, nous restons dans l'opposition. Sur cette question, il faut que vous sachiez une chose: Damas Ndiranyibagira, Shadrack Niyonkuru, Karatasi et les autres, depuis les dissensions survenues, ne font plus partie du comité exécutif, et ce depuis le 31-12-1992. C'était avant la campagne électorale. Ces individus ont essayé de se lancer dans une sorte de résistance appelant les hommes à boycotter, à saboter les élections.

Des gens sont venus du Burundi s'enquérir de notre position. Nous leur avons suggéré d'aller voter, et que de toute façon ceux qui les appelaient à saboter les élections n'allaient pas les défendre s'il y avait représailles.

La Semaine : Est-ce que le PALIPEHUTU a appelé pour voter Ndadaye ?

Le Chef d'Etat-Major : Oui, cela est vrai. On s'est dit que quand même, il faut aider un parti, tout au moins participer aux élections nationales. C'est ainsi qu'on a appelé nos militants à voter pour Ndadaye.

La Semaine : Il y a quand même une alliance tacite, un texte signé. Comment pourriez-vous appeler vos gens à voter, aussi facilement, sans contre partie ?

Le Chef d'Etat-Major : Je vais vous dire une chose. Cela

a été aussi l'une des raisons de la scission au sein de PALIPEHUTU. Parce que la branche armée exigeait qu'il y ait accord signé. Elle n'était pas contre le soutien de Ndadaye. Mais on voulait réellement que les termes du contrat soient clairs. Ceux qui ont fait défection, Damas et autres précités, maintenaient une alliance tacite. Qu'ils aient appelé nos militants à voter pour Ndadaye, c'est la goutte qui a fait déborder le vase. De toute façon, c'est une erreur que de minimiser la force de PALIPEHUTU. Ndadaye devrait se méfier de ces traîtres. On exclut pas le recours à la force, si c'est ça le langage qu'ils comprendront, mais nous croyons à la concertation et au dialogue.

Propos recueillis,
Alexis Sinduhije
Envoyé spécial

Publicité

ECODI
ARRIVAGES À L'ENTREPRISE DE COMMERCE ET DE DISTRIBUTION "ECODI"
- TÔLES PLANES
- PROFILS BOUTELLES
- PROFILS HS
- PROFILS 1/2 HS
- PROFILS C150
- FERS A BETON DE 10 MM - 12 MM ET 14 MM DE DIAMETRE
- FERS T
- FRIGOS DE MARQUE OCEAN
• 150 LITRES : 124.500 F
• 210 LITRES : 159.500 F
LES PRIX PRATIQUES SONT TRES AVANTAGEUX
VISITEZ ECODI A V. DU 18 SEPTEMBRE FACE AU PALAIS DU 1^{er} NOVEMBRE
L'ECODI PORTE AUSSI A LA CONNAISSANCE DE SES CLIENTS Q'UTL N'A PLUS DE COMPTE ALA B.R.B.
B.C.B. N° 201/74248/90
N° 201/74402/50
BANCOBU N° 301/7601/45